

**REPUBLIQUE FRANCAISE**-----  
**Liberté Égalité Fraternité**

Département de la SEINE-MARITIME  
Arrondissement de ROUEN  
Canton de NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE  
Ville de MALAUNAY

---

**ARRÊTÉ DU MAIRE  
REPLACEMENT REGARD EAUX PLUVIALES  
RD 927 - 31 ROUTE DE DIEPPE**

---

**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MALAUNAY**

**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à 6,  
**VU**, le Code de la Route et notamment l'article R. 417-10,  
**VU**, les arrêtés du 24 Novembre 1967 et du 7 Juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation routière,  
**VU**, l'arrêté du 6 Novembre 1993 relatif à la signalisation routière temporaire,  
**VU**, le règlement de voirie métropolitain adopté par délibération du 1<sup>er</sup> avril 2019,  
**VU**, l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative,  
**VU**, le Code de la Route et notamment l'article R412-37, R412-39 et R. 417-10,  
**VU**, l'avis favorable de la DDTM sous réserve du passage des transports exceptionnels.

CONSIDERANT, la demande d'arrêté datée du 17 juin 2025 présentée par l'entreprise SOGEA (Romain PARICKMILER 02 35 73 13 10).

CONSIDERANT, que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des usagers de l'espace public.

CONSIDERANT, qu'en raison du déroulement des travaux de remplacement regard eaux pluviales, réalisés par l'entreprise SOGEA, il y a lieu de modifier momentanément la circulation et le stationnement sur ces voies.

**A R R E T E**

**Article 1er : REGLEMENTATION**

Du 15 au 27 juillet 2025, les mesures suivantes sont applicables RD 927 - 31 route de Dieppe.

**Article 1.1. : Circulation**

- Les piétons suivent le cheminement balisé par l'entreprise SOGEA.
- La vitesse est limitée à 30 km au droit du chantier.
- La circulation est alternée au droit du chantier par feux tricolores.
- Le dépassement est interdit dans la zone des travaux.
- L'accès aux riverains est maintenu pendant les travaux.
- La chaussée est réduite au droit des travaux avec un empiètement sur la chaussée.

## **Article 1.2. : Stationnement**

Le stationnement des véhicules, excepté pour l'entreprise SOGEA est interdit et qualifié de gênant au sens de l'article R417-10 du Code de la Route, au droit du chantier sur les 2 rives.

## **Article 2 : SIGNALISATION**

La signalisation de chantier est mise en place par l'entreprise SOGEA. Elle est chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du chantier. Elles seront tenues responsables 24h/24 de tout accident ou incident qui pourrait être causé par leur négligence.

L'entreprise SOGEA est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la réglementation en vigueur en se référant au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'entreprise SOGEA est tenue de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie et à la commune la date et l'heure exacte de la pose et dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

## **Article 3 :**

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier par le soin de l'entreprise SOGEA.

## **Article 4 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux et poursuivies conformément à la loi.

## **Article 5 :**

Monsieur le Maire, Monsieur le Commissaire de Police de Rouen, Monsieur le Brigadier Chef Principal de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur du SAMU, la DDTM, la Direction des Déchets, la Direction des Transports la Métropole et Monsieur le Directeur de l'entreprise SOGEA.

## **Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rouen ou sur la plateforme dématérialisée [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de la prise de l'arrêté, de son affichage et de sa notification.

Fait à Malaunay,  
Le 11 Juillet 2025

 Guillaume COUTEY  
Maire de Malaunay